

Les universités américaines gangrenées par le conflit israélo-palestinien

Agression, affiches d'otages israéliens collées puis arrachées, événements culturels annulés, donateurs mécontents : la guerre au Proche-Orient provoque des remous sur les campus américains.

Par [Alexis Buisson \(New York\)](#)

Publié le 29 octobre 2023 à 10h06

«*New York University est complice de génocide et de purification ethnique !* » lance une jeune femme dans un mégaphone. Debout sur un muret, le visage couvert par un keffieh, elle s'adresse aux centaines d'étudiants de la célèbre université new-yorkaise rassemblés à Washington Square Park, l'espace vert au cœur du campus. Ce mercredi 25 octobre, tous avaient été invités à quitter leurs cours à 13 heures pile pour protester contre les bombardements israéliens sur Gaza (qu'ils n'hésitent donc pas à qualifier de « génocide »), et pour exiger que leur établissement ferme son antenne à Tel-Aviv. Une demande que l'administration de NYU a rejetée catégoriquement au nom des « *principes de liberté académique et de libre échange d'idées* ».

Ici, comme dans d'autres universités, l'attaque du 7 octobre n'en finit pas de provoquer des remous. Ces derniers jours, des affiches d'otages israéliens, collées à travers le campus de NYU, ont été arrachées ; et avant même le rassemblement du 25 octobre, une manifestation propalestinienne, à laquelle ont participé plusieurs professeurs, avait éclaté dans une bibliothèque, poussant les étudiants juifs à se plaindre auprès de la direction. Mi-octobre, à Columbia cette fois – autre grande université new-yorkaise –, un jeune Israélien qui accrochait des photos d'otages a été victime d'une agression de la part d'un de ses camarades – inculpé depuis pour « crime de haine » ; et les prises de position antipalestiniennes de membres du personnel, relayées sur les réseaux sociaux, n'ont fait que dégrader un peu plus l'ambiance.

[Un rassemblement en soutien aux Palestiniens de Gaza à Cambridge, dans le Massachusetts, le 14 octobre. Photo Joseph Prezioso/AFP](#)

Du côté de la prestigieuse Harvard, la situation s'est également tendue, du jour au lendemain : dans la foulée des massacres commis par le Hamas, une trentaine d'associations estudiantines ont signé une lettre ouverte qui pointait l'« *entière responsabilité* » de l'État hébreu. Face au tollé, plusieurs d'entre elles ont fait machine arrière. Trop tard. Un groupe conservateur avait affrété un camion équipé d'écrans pour circuler autour du campus et montrer les visages et les noms des étudiants signataires de la lettre. Geste condamné par l'association juive de Harvard. Quant à Claudine Gay, arrivée en septembre dernier à la présidence de l'université, elle a essuyé des critiques de toute part pour ne pas avoir réagi assez rapidement à la tragédie, et

pour ne pas avoir dénoncé clairement, dans son communiqué initial, le Hamas et la lettre des associations. Tout cela « *a permis à Harvard de paraître, au mieux, neutre à l'égard des actes de terrorisme contre l'État juif d'Israël* », a commenté son lointain prédécesseur, Lawrence Summers sur X (ex-Twitter).

La polémique pourrait coûter cher à l'institution, dont le financement est privé, plusieurs donateurs ayant déjà décidé de garder leur argent pour eux. Ailleurs dans le pays, des répercussions similaires sont possibles : à l'université de Pennsylvanie, certains riches soutiens proches d'Israël (comme le milliardaire Ron Lauder), déjà froissés par l'organisation d'un festival de littérature palestinienne sur le campus en septembre, ont menacé de couper les vivres. Quant à Columbia, elle a annulé sa traditionnelle journée de levée de fonds auprès de ses « alumni » (anciens élèves), arguant que « *le moment n'était pas approprié* ».

Une hostilité grandissante envers l'État hébreu

À tout le moins, ces tensions montrent à quel point la question israélo-palestinienne s'est enracinée dans la vie des campus américains, portée notamment par une multitude de groupes s'inscrivant dans le mouvement BDS (Boycott, Divestment and Sanctions). Inspirés de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, ils militent pour une rupture des liens financiers et académiques avec Israël. Même si leur présence reste minoritaire au sein des quatre mille universités outre-Atlantique, leur développement, depuis le début des années 2000, reflète une tendance de fond : l'hostilité grandissante d'une partie de la jeunesse américaine envers l'État hébreu, vu comme une force d'oppression. D'après une étude de [l'institut Gallup](#) publiée au printemps dernier, 46 % des démocrates milléniaux (nés entre 1980 et 1996) disent soutenir les aspirations palestiniennes, contre 35 % qui se sentent plus proches d'Israël – soit un niveau moindre que chez les Américains plus âgés.

À lire aussi : [Cinq vidéos YouTube pour mieux comprendre le conflit israélo-palestinien](#)

La raison ? L'émergence depuis quelques années de sources d'information alternatives aux médias traditionnels (jugés plus proches de Tel-Aviv), et les conséquences indirectes du mouvement Black Lives Matter. « *Toute une génération d'Américains a grandi en s'informant sur les réseaux sociaux plutôt qu'à la télévision. Ils ont été élevés en voyant des images de Palestiniens expulsés de chez eux par les colons, de check-points, de murs pour les isoler* », analyse Waleed Shahid, consultant politique proche de l'aile gauche du Parti démocrate. La tendance n'épargne pas la communauté juive. Pour Kenneth Stern, auteur de [The Conflict over the Conflict](#) (à propos de l'impact de la crise au Proche-Orient sur l'enseignement supérieur), « *de nombreux jeunes juifs ayant fréquenté des écoles religieuses entendent parler de l'occupation israélienne pour la première fois quand ils entrent à l'université... Ils se sentent trahis* ».

[Des manifestants pro-israéliens se rassemblent à l'université de Columbia, le jeudi 12 octobre, à New York. Photo Yuki Iwamura/AP/SIPA](#)

En soi, les manifestations actuelles ne feraient, selon Kenneth Stern, que prolonger la longue tradition de militantisme de Harvard, NYU ou Berkeley (Californie), dont les étudiants se sont impliqués dans la guerre contre le Vietnam ou le mouvement des droits civiques. Mais l'expert s'inquiète des

pressions exercées aujourd'hui sur les responsables d'universités pour réduire le camp opposé au silence. « *Chacun a le droit d'exprimer ses positions politiques, aussi détestables soient-elles* », estime-t-il. Reste que certains groupes propalestiniens, actifs sur les campus, inquiètent [l'Anti-Defamation League \(ADL\)](#), organisation dédiée à la lutte contre l'antisémitisme. C'est le cas par exemple de Students for Justice in Palestine (SJP), association antisioniste, coorganisatrice de la manifestation à NYU et fer de lance du mouvement BDS dans les universités. Si ses instances nationales ne prônent pas officiellement la destruction d'Israël, certains membres de ses deux cents antennes locales nord-américaines, d'après une analyse de l'ADL, remettent en question l'existence même de l'État hébreu. Et font remonter le début de « l'occupation » à sa création.

À lire aussi : [“Les femmes, Israéliennes et Palestiniennes unies, ont un rôle essentiel à jouer pour reconstruire la paix”](#)

Mercredi dernier, à Washington Square Park, l'heure n'était en tout cas pas à l'apaisement. « *Mes camarades propalestiniens sont manipulés. Ils reprennent la propagande du Hamas sans comprendre que celui-ci veut l'éradication d'Israël* », confie Joanna, une étudiante juive de NYU. Pendant le rassemblement, plusieurs étudiants ont commencé à chanter en hébreu en guise de contre-manifestation. Une poignée de jeunes femmes propalestiniennes se sont placées devant eux en scandant « *Free, free, Palestine !* » La police a dû installer des barrières de sécurité pour séparer les deux camps.